

MENAÏEL

durable, une révolte permanente

Actuellement, les services communaux enlèvent les quantités d'ordures qu'ils peuvent et déchargent où ils peuvent dans l'attente de l'ouverture d'un centre d'enfouissement intercommunal dans la région. Un autre phénomène scandalise la population. Celui-là détruit le tissu urbain, met en danger la sécurité de la ville et laisse se développer l'anarchie dans le centre urbain. Il s'agit de l'occupation illégale des lieux publics et de la construction de sommaires espaces appelés pompeusement «centres commerciaux». Les trottoirs de la ville sont quasiment squattés et des constructions illicites sont érigées sur ces lieux communs en toute impunité. De véritables bidonvilles s'installent sur les trottoirs au vu et au su de toutes les autorités. Devant ce laxisme, des commerçants versés dans l'informel sont allés jusqu'à interdire la circulation automobile dans plusieurs rues de la ville ; c'est le cas de la rue Abdellah-Akrouf.

Des centres commerciaux s'érigent depuis des années, dans l'illégalité absolue, devenant des poudrières. L'un d'eux a flambé, il y quelques mois, en quelques minutes. Fort heureusement, l'incendie qui a ravagé une cinquantaine de échoppes s'est déclenché au début de la nuit. Il aurait pu causer une hécatombe.

Le propriétaire de ce marché clandestin n'a pas été inquiété. «A Bordj-Menaïel, il suffit d'un peu d'audace pour s'accaparer un espace public et ériger un bidonville sur le trottoir ou construire une habitation. C'est la politique de bazar avec la saleté, l'anarchie et le risque d'incendie en plus dans notre ville.

Certains font usage de menaces, voire de violence, contre les responsables et les élus pour imposer leur fait accompli dans la ville», se lamente un citoyen qui voit sa ville devenir un dépotoir et où le fait de penser au respect de la loi ou d'un meilleur cadre de vie relève désormais de la folie. C'est le constat que pourra faire aussi le commun des mortels.

Or, la commune est en possession d'espaces qu'elle pourrait réserver aux petits commerçants pour mieux organiser la ville. Un hangar a été aménagé pour 80 places mais, depuis 18 mois, rien n'a été fait pour affecter ces espaces. A-t-on peur de découvrir que les places commerciales ont été distribuées pour des éléments des réseaux des rabatteurs politiques et autres baltaguias ?

Sectarisme ?

Nous aurions aimé entendre les réponses du P/APC concernant des accusations aussi graves, comme par exemple celle pour laquelle il est mis à l'index par ses administrés et des élus opposés à sa gestion. Nous lui avons remis à cet effet des questions par écrit. Et pour cause, en plus de la gestion, jugée par ses pourfendeurs de chaotique, ces derniers l'accusent également de sectarisme. Les opposants au maire Abour Karim, élu sur la liste du HMS, ne se sont pas privés de nous montrer ce qu'ils considèrent comme la preuve. Ils nous ont fait visiter le quartier Oued Besbes et la rue Bounour Lounès pour étayer la preuve de leurs assertions. Pour eux, la commune a pris en charge la réfection des routes donnant accès aux domiciles des élus et des militants du HMS, alors que les autres sont quasiment détériorées. A divers endroits de l'agglomération, les rues sont effective-



Bordj Menaïel croule sous les ordures.

ment impraticables. Nous avons fait ce constat, particulièrement au seuil du portail de l'école des non-voyants. Il est néanmoins vrai que cette détérioration ne date pas seulement de la prise de pouvoir des islamistes au niveau de cette municipalité. «Mais elle s'est aggravée !» lance un élu à qui nous avons formulé cette remarque. La prise en charge de l'ouverture d'une route menant au lotissement d'un privé est l'autre sujet d'une vive critique à Bordj. Citoyens et élus ne décolèrent pas. «Certains lotissements de la commune sont sans viabilisation depuis leur affectation aux bénéficiaires en 1980», notent les détracteurs du premier magistrat communal, qui précisent par contre que 5 millions de dinars ont été dépensés sur le budget communal au bénéfice des heureux habitants du lotissement privé mis en cause.

Une gestion contestée

Citoyens et élus de l'opposition que nous avons contactés sont unanimement intrigués par cette affaire de saccage et de destruction du parc communal lors des émeutes de janvier. Ce lieu sommairement clôturé sert d'espaces de station-

nement de véhicules et de stockage des marchandises et des équipements. Selon nos informations, des ustensiles de cuisine, des téléviseurs et autres équipements ménagers ont été, entre autre, dérobés. L'opinion publique de Bordj-Menaïel se pose moult questions au sujet de cette affaire. «C'est la seule commune, du moins dans la wilaya de Boumerdès, qui a vu une structure de la municipalité ciblée par des émeutiers», observent nos interlocuteurs. Plus soupçonneux, un élu dira : «Le parc a été incendié le troisième jour de l'émeute par des individus qui ont effectué relativement un long déplacement pour arriver sur place.

Par ailleurs, cet incendie aurait été une occasion d'éliminer bien des informations trop gênantes.»

Cette situation suspicieuse est confortée par l'enquête que mènent les policiers de la brigade économique de la Sûreté de wilaya de Boumerdès. Les policiers se renseignaient, bien avant les émeutes, sur plusieurs volets de la gestion, notamment les entrées et les sorties des marchandises dans ce parc communal, et cet important lot de bois de construction remis à un entrepreneur. Cette enquête

est déclenchée à la suite d'une lettre, dont nous détenons une copie, que 7 élus (1HMS, 4 FLN, 1 FNA, 1 FFS) sur les 15 que compte l'assemblée ont remise au wali Kamel Abbès, lequel l'avait transmise au parquet de Boumerdès. Par ailleurs, l'exigence émise par les mêmes représentants populaires demandant, par écrit (une copie est en notre possession), au PAPC de leur remettre des documents relatifs à la gestion de la commune augmente la suspicion. Il est question dans la liste de ces documents demandés de bons de commandes, de factures, de la liste des bénéficiaires d'aides en matériaux de construction et du couffin du Ramadan. «Dans la liste d'attributaires du couffin du Ramadan récupérée par les policiers, la majorité des attributaires sont des employés communaux qui n'ouvrent pas droit.

Certains bénéficiaires ont pris chez les commerçants du camembert et autres produits de luxe payés sur le budget de la commune», dit un élu. Sur ces accusations, le P/APC n'a pas donné suite à nos questions. Nous avons aussi demandé, dans le même écrit, le montant dépensé pour l'acquisition et l'installation de 12 aires de jeux. Le mobilier destiné aux jeux d'enfants est détérioré. Ce que dénoncent des membres de l'assemblée dans leur lettre adressée au wali.

Dans certains endroits, effectivement, ce mobilier constitue désormais un danger pour les bambins.

Ces aires de jeux ont été installées, comme nous l'avons constaté dans plusieurs endroits, sur des terrains vagues. Citoyens et élus locaux reprochent en outre à leur maire le désintérêt par rapport aux doléances de ses administrés. Combien de fois avons-nous entendu : le maire ne reçoit personne ? La ville de Bordj-Menaïel est dans le brouillard. Elle n'a aucun repère pour s'en sortir, parce qu'elle ne s'insère ni dans un projet régional ni dans un projet national. C'est malheureusement le sort de bien d'autres localités algériennes.

Abachi L.



Les rues de la ville livrées à l'anarchie.